

In. : <http://aad.revues.org/438>

Ethos collectif et Rhétorique de polarisation : le discours des étudiants en France pendant la guerre d'Algérie

Collective Ethos and Rhetoric of Polarization: Students' discourse in France during the Algerian War

Eithan Orkibi

[Résumé](#) | [Index](#) | [Plan](#) | [Texte](#) | [Bibliographie](#) | [Notes](#) | [Citation](#) | [Auteur](#)

Résumés

[Français](#) [English](#)

Cet article analyse la construction de l'*ethos* collectif des étudiants français durant la guerre d'Algérie. Troublée par les événements, une partie importante au sein de la direction de l'Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), seule organisation représentative du milieu étudiant à cette période, revendique la politisation de l'UNEF et la mobilisation de ses adhérents en faveur d'une paix négociée en Algérie en soutien des aspirations nationales du peuple algérien. A travers une production discursive exceptionnellement riche, les responsables étudiants de ce courant, promoteurs du syndicalisme étudiant, ont créé une nouvelle image du milieu étudiant dans l'intention de remplacer l'image folklorique de l'étudiant par celle d'un citoyen responsable politiquement engagé. Cette procédure de re-travail d'un l'*ethos* préalable a contribué à légitimer l'expression politique du groupe et a facilité la mobilisation de ses adhérents. Elle a été également utilisée dans une rhétorique de polarisation par laquelle les étudiants plus proches du syndicalisme se sont détachés de leurs adversaires de l'UNEF, défenseurs d'un corporatisme étudiant non-politique. Remplissant plusieurs objectifs rhétoriques, le nouvel *ethos* collectif des étudiants renvoie à une population en train de se massifier dans un contexte social et politique unique.

Entrées d'index

Mots-clés :

[ethos collectif](#), [re-travail de l'ethos préalable](#), [rhétorique de polarisation](#), [étudiants](#), [guerre d'Algérie \(1954-1962\)](#)

Keywords :

[collective ethos](#), [re-elaborating of pre-discursive ethos](#), [rhetoric of polarization](#), [students](#), [Algerian War \(1954-1962\)](#)

Plan

[Introduction](#)

[1. Le monde étudiant comme acteur politique](#)

[2. Cadre théorique](#)

[3. Etude de cas](#)

[3.1. Exprimer la volonté de renouveler le mouvement étudiant](#)

[3.2. Du renouvellement au re-travail de l'*ethos* préalable](#)

[3.3. Mobiliser à l'action à l'aide de la rhétorique de polarisation](#)

[Conclusion](#)

[Haut de page](#)

Texte intégral

[PDF Signaler ce document](#)

Ce texte a bénéficié de l'aide précieuse de Ruth Amossy et de Jürgen Siess. Nous remercions également Jean-Philippe Legois et Pierre Moulinier pour leurs remarques et suggestions.

Introduction

Si l'on peut parler d'une génération intellectuelle de la guerre d'Algérie, c'est en raison d'une manifestation autonome de son existence, dans le cadre spécifique de l'Union Nationale des Étudiants de France (Winock 1989 : 32).

L'objectif de cette étude est d'analyser la construction de l'image de soi qui s'est effectuée dans le discours étudiant en France pendant la guerre d'Algérie, et la façon dont elle s'est mise en place à travers une polarisation entre l'ancien (les représentations du passé) et le nouveau. En raison de la visée argumentative de cette construction, nous recourons à la notion d'*ethos* dans son sens rhétorique classique, à savoir l'image de soi que le locuteur construit à travers son discours pour exercer une influence sur son auditoire (Amossy 2002 : 239). Et comme il s'agit d'une construction collective qui concerne un groupe, un ensemble d'intervenants et d'individus concernés, on choisira de la dénommer « *ethos* collectif ».

1. Le monde étudiant comme acteur politique

L'émergence du monde étudiant comme acteur politique dominant pendant la guerre d'Algérie n'est pas ignorée des historiens (Fischer 2000 : 204-259). L'intérêt grandissant du milieu étudiant pour des questions extra-universitaires est incontestablement lié aux mutations sociales et politiques qui ont affecté la population étudiante en France depuis la Libération, et tout particulièrement au rôle joué par l'organisation qui régit cette population (Sabot 1995 : 21-47) - l'Union Nationale de Étudiants de France (l'UNEF), fondée en 1907 et officiellement proclamée syndicat en 1946. C'est à travers le syndicalisme étudiant que la génération étudiante de l'après-guerre s'est lancée à la recherche de son identité, a reconsidéré les rôles traditionnels qui lui avaient été jusque-là dévolus et a adopté une nouvelle conception de l'étudiant et de son rôle dans la cité (Pinner 1964 et 1968 ; Fields 1970). Les institutions gérées par l'UNEF ont facilité la « construction volontaire d'une identité collective » (Morder 2002 : 28) en délimitant les frontières du groupe et en lui offrant un lieu de socialisation. Et si les étudiants rejoignent les forces sociales - syndicats ouvriers, organisations de jeunesse, figures intellectuelles - qui composent la résistance française à la guerre d'Algérie, c'est avant tout à travers l'UNEF, seule organisation représentative du monde étudiant jusqu'en 1961, reconnue comme le « grand syndicat unique de la classe estudiantine » (*Le Figaro*, 14 février 1956, voir aussi Monchablon, 1983 : 25, et Maupeou-Abboud 1974 : 15-16).

Or, l'engagement de l'organisation étudiante dans un mouvement à caractère politique et social n'allait pas de soi. Sur le plan organisationnel, l'UNEF fut l'arène d'une querelle étudiante entre deux camps : les « minos », adhérents du syndicalisme politique associé au renouvellement du milieu étudiant depuis 1946, et les « majos », demeurés fidèles à l'approche apolitique associée au corporatisme qui caractérise l'organisation étudiante de l'entre-deux guerres (Monchablon 1983 : 42-70)¹. Durant le conflit algérien, cette querelle s'est traduite en « bataille de l'écrit » propre au milieu étudiant, faisant écho à celle des intellectuels à la même époque (Monchablon 1999 : 180). A travers cette production discursive émerge une image du monde étudiant telle qu'elle se construit en fonction d'objectifs argumentatifs : il s'agit, en l'occurrence, de justifier l'engagement politique de l'organisation, d'expliquer les effets du conflit sur le milieu étudiant et de mobiliser la masse étudiante pour l'action. Cette image collective nouvelle s'élabore en rapport étroit avec le passé du groupe : elle travaille à se différencier des représentations discursives qui circulent dans la mémoire du groupe, cette « mémoire étudiante » qui fait en soi l'objet de reconstructions répétitives (Legois 2002 : 15-16). Ainsi se crée un discours de polarisation qui confronte les générations étudiantes passée(s) et présente. C'est dans ce cadre qu'il faut examiner les modalités selon lesquelles s'élabore un nouvel *ethos* collectif susceptible de modifier l'image traditionnelle de l'étudiant et de le transformer en acteur politique légitime.

2. Cadre théorique

Une partie importante des études sur le fonctionnement rhétorique des mouvements sociaux traite de la construction rhétorique de l'identité collective (Stewart, Smith and Denton 2002 : 59-61), considérant qu'en l'absence d'une identité positive et forte, les participants à un mouvement de protestation risquent de se sentir marginalisés, ignorés, dépréciés, voire ridiculisés par l'opinion publique :

Protestors must have strong, healthy egos if they are to take on powerful institutions and entrenched cultural and social customs and values. [...] Protestors must come to see themselves as substantial human beings with the power to change their world (Stewart 1999: 91).

Le renforcement de l'identité collective s'effectue sur la base de la race, de l'âge, du sexe (*gender*) ou du statut professionnel, et consiste en l'élaboration de traits caractéristiques propres au groupe, à savoir l'apparence, le langage, les valeurs et les croyances, les symboles visuels. A cette rhétorique de l'affirmation identitaire s'ajoute une rhétorique de polarisation dont l'objectif est de consolider l'identité du groupe en présentant péjorativement les autres :

A strategy of affirmation is concerned with judicious selection of those images that will promote a strong sense of group identity. A strategy of subversion is concerned with a careful selection of those images that will undermine the *ethos* of competing groups, ideologies, or institutions (King and Anderson 1971 : 244).

Cette double rhétorique d'identification et de polarisation produit une image du groupe avec laquelle les membres du mouvement peuvent s'identifier et à l'aide de laquelle ils se positionnent par rapport aux autres groupes. Elle sert également à recruter des membres potentiels et à faire adhérer d'autres auditoires au discours du mouvement.

C'est cette image du groupe que nous appelons ici *ethos collectif*. La présente étude se propose de décrire le processus de sa construction et la manière dont il s'est élaboré par une stratégie de polarisation. Mais alors que la rhétorique de polarisation est traditionnellement examinée sur l'axe synchronique, à savoir l'*ethos collectif* face aux autres *ethè* coexistants, nous l'étudierons ici sur l'axe diachronique, à savoir l'*ethos* collectif contemporain face aux *ethè* précédents du même groupe. C'est dans ce cadre que la distinction entre *ethos* discursif et *ethos* préalable joue un rôle essentiel.

Le re-travail de l'*ethos* préalable est la pratique discursive au gré de laquelle le locuteur investit son image préexistante pour construire un *ethos* discursif plus conforme à son projet argumentatif (Amossy 2002 : 239). L'*ethos* préalable consiste en l'idée que l'auditoire se fait du locuteur à partir de son statut social ou de sa position institutionnelle ; des représentations sociales et des stéréotypes attachés à la catégorie sociale à laquelle il appartient ; et des représentations préalables de la personne du locuteur qui circulent jusqu'au moment de l'échange nouveau (Amossy 2006 : 79-82). Il est également convenu de considérer les rôles préétablis inhérents au genre du discours comme des éléments d'*ethos* prédiscursif, surtout quand la situation communicationnelle présente un locuteur au sujet duquel l'auditoire ne dispose d'aucune représentation préalable à sa prise de parole (Maingueneau 1999 : 78). L'*ethos* discursif choisit ainsi de modifier ou de confirmer certains éléments de l'*ethos* préalable. Il est élaboré par le locuteur en fonction de l'image qu'il se fait de son auditoire : faisant partie d'une stratégie argumentative plus large, il est adapté à ce que le locuteur considère comme les attentes de l'auditoire visé, sa conception d'un orateur crédible et compétent, et la manière dont cet auditoire est censé percevoir le locuteur (Amossy 1999 : 132-134).

Dans cette perspective, l'*ethos* collectif est plutôt lié aux représentations et stéréotypes attachés à la catégorie sociale à laquelle le locuteur appartient. Ainsi, Charaudeau suggère que :

Les individus, du fait de leur appartenance à un groupe, partagent avec les autres membres du groupe des caractères similaires, ce qui donne l'impression, vu de l'extérieur, que ce groupe représente une entité homogène. Une fois de plus, il est essentialisé par un regard extérieur, ce qui engendre des stéréotypes [...] L'*ethos* collectif correspond à une vision globale, mais à la différence de l'*ethos* singulier, il n'est construit que par attribution apriorique, attribution d'une identité émanant d'une opinion collective vis-à-vis d'un groupe autre (2005 : 90).

L'étude du re-travail de l'*ethos* préalable d'un groupe² exige alors d'analyser la manière dont ce groupe élabore sa propre histoire et retravaille une série de représentations sociales préétablies. Nous nous attacherons principalement à l'image que les énonciateurs ont construite en parlant explicitement d'eux-mêmes. Autrement dit, nous étudierons ici l'image que nous trouvons dans le « dit », ou ce que Dominique Maingueneau dénomme « *ethos dit* » (1999 : 91-97 ; 2002 : 64-66).

3. Etude de cas

3.1. Exprimer la volonté de renouveler le mouvement étudiant

En 1961, un leader étudiant, président de l'UNEF, publie un livre qu'il intitule *Les étudiants*. Dans cet ouvrage, il constate qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les étudiants français, regroupés au sein de leur nouveau syndicat, ont redéfini leur place et rôle dans la société, modifiant de ce fait la manière dont ils se perçoivent. La nouvelle définition de l'étudiant français, écrit-il, « est loin de la traditionnelle définition de l'étudiant situé en dehors de la société, vivant comme une sorte de parasite, passant le plus clair de son temps à d'agréables occupations plus ou moins folkloriques et sans souci de son avenir » (Gaudez 1961 : 20). Il se demande alors jusqu'à quel point les étudiants de l'an 1961 se reconnaissent dans la « nouvelle définition » de l'étudiant comme « jeune travailleur intellectuel », telle qu'elle figure dans la Charte de Grenoble, adoptée par l'UNEF en avril 1946.

Il se trouve que ce souci de faire adhérer la masse étudiante à une nouvelle définition de ses tâches civiles au sein de la cité, élaborée autour du « syndicalisme étudiant », préoccupe les dirigeants « minos » de l'UNEF depuis qu'ils ont gagné le contrôle du bureau national de l'organisation en juin 1956. Issus pour la plupart de la Jeunesse Étudiante Chrétienne (Fischer 2000 : 216-224), ces militants « minos » placent le renforcement de la « conscience syndicale » dans la population étudiante en tête de leur liste de priorités, à côté, sinon avant, la Mission universitaire confessionnelle dans laquelle ils s'engagent (Chapuis 1976 : 27-38). En témoigne une brochure diffusée parmi les militants de la Jeunesse Étudiante Chrétienne, à la rentrée de l'année scolaire 1956 - 1957 :

Il est aisé de proclamer que le syndicalisme est un excellent moyen d'éducation, qu'il permet l'exercice de responsabilités concrètes, qu'il peut être pour le milieu l'occasion d'une véritable libération [...] L'expérience prouve par contre qu'il est beaucoup plus difficile de réaliser ces beaux principes. Nous avons aussi un rôle essentiel à jouer. Nous n'admettons jamais que le syndicalisme ne soit le fait que de quelques dirigeants « éclairés » : il n'y a pas de syndicalisme, s'il n'y a pas, préalablement, le souci d'y faire participer l'ensemble des étudiants (*Problèmes syndicaux* 1956 : 39).

Ainsi, l'organe principal de la J.E.C., l'*Action Catholique Étudiante*, qui passe à cette époque du format ronéotypé à l'imprimé, et dont le tirage mensuel s'accroît à 5000 exemplaires en 1956 (selon la fiche du dépôt légal, et sans compter les éditions destinées aux classes préparatoires et aux grandes écoles), apparaît comme un instrument de réflexion et de discussion sur les tâches et rôles du monde étudiant à l'ère du syndicalisme. Le numéro spécial de septembre 1956 se propose de s'« interroger sur les justifications profondes du syndicalisme étudiant » à travers une étude de « l'histoire récente du mouvement étudiant », et plus précisément depuis 1946, l'année qui « avait renouvelé le mouvement étudiant [et] consistait en la volonté des étudiants d'alors de replacer le monde étudiant dans la nation » (*A.C.E.*, numéro spécial, septembre 1956, pp. 45-46). La notion que le syndicalisme étudiant « c'est la recherche dès aujourd'hui et pour l'avenir de la juste place des étudiants dans la nation » (*A.C.E.*, n° 2, décembre 1956, pp. 10-11) sera donc reprise et approfondie dans plusieurs articles durant cette année (du n° 1 au n° 9, ce sont les pages 10-11 qui sont régulièrement consacrées à ce débat, où interviennent plusieurs responsables étudiants).

Le concept de « renouvellement » du milieu étudiant par le syndicalisme devient ainsi un lieu commun dans une rhétorique qui vise à justifier l'engagement politique du mouvement étudiant face aux événements en Algérie :

Une première attitude caractéristique [du milieu étudiant face aux problèmes d'Outre-mer] est la défense et la recherche de la vérité, dont les étudiants ont souvent le souci sur ces problèmes d'Outre-mer. Rien de bien surprenant dans cette attitude : elle est en quelque sorte inhérente au milieu étudiant. La recherche et la défense de la vérité ne sont-elles pas la mission de l'intellectuel ? Mission que le monde étudiant a revendiquée officiellement et spectaculairement dans la Charte de Grenoble, en précisant les droits et devoirs du jeune intellectuel (*A.C.E.*, n° 4, février 1956, pp. 4-5).

La création de la revue *Documents Étudiants* en 1957 est une manifestation authentique de cette recherche et défense de la vérité comme mission intellectuelle des étudiants. Le comité de rédaction, composé d'anciens militants de la J.E.C. et responsables « minos » de l'UNEF, a entrepris de faire circuler les informations nécessaires pour comprendre la réalité de la décolonisation (Fischer 2000 : 219). Dans l'article d'ouverture du premier numéro, les animateurs attestent que :

Les crises qui, à différents titres, ont marqué ces dernières années, et en particulier les conflits provoqués par les phénomènes dits de « décolonisation », suscitent chez nombre d'étudiants une prise de conscience civique : nos camarades éprouvent avec une force nouvelle la nécessité de participer pleinement à la vie de la « cité » (*Documents Étudiants*, n° 1, décembre 1957).

C'est sur la base de cette auto-conception de la génération contemporaine du mouvement étudiant, marquée par les événements actuels et cherchant ses justifications dans une mission intellectuelle associée à son renouvellement depuis la Libération, qu'émerge un discours de polarisation qui cherche à distinguer la génération étudiante contemporaine des précédentes. En témoigne ce passage d'un article sur « Politique et Jeunesse » paru dans la revue *Le Semeur*, (organe de la Fédération Française des Associations Chrétiennes d'Étudiants protestants) :

Enfin, ce n'est que par la vitalité des Mouvements que les réactions des jeunes pourront être exprimées, et que leur évolution pourra se manifester. Toutefois, ce caractère d'actualité et de vitalité des Mouvements conditionnent ou plutôt commandent leur vigilance. Ils ne peuvent s'enfermer dans leurs traditions si bonnes soient-elles. Ils ne peuvent non plus s'en tenir à une fidélité formelle à leurs programmes ou à leurs structures. Pour assumer leurs responsabilités, ils doivent être actuels, présents à la vie du pays, structurés de telle manière que les réactions et l'évolution des jeunes y soient immédiatement perceptibles (*Le Semeur*, no. 2, décembre 1955, pp. 13-15).

3.2. Du renouvellement au re-travail de l'éthos préalable

Si la rhétorique du renouvellement avait réussi à introduire une série de lieux communs dans le discours étudiant, elle n'en semblait pas moins insuffisante pour préparer l'opinion de la majorité en faveur de l'aventure politique de l'UNEF. La fragilité du mouvement s'est exprimée lors du congrès d'avril 1957, qui a aussi marqué le cinquantenaire de l'organisation. Annonçant que l'UNEF « va s'interroger une fois de plus sur les limites de son "apolitisme" » (*Le Monde*, 21 avril 1957), la presse perçoit bientôt que « les étudiants livrent entre eux une grande bataille » lors du « congrès le plus dramatique de 50 ans de syndicalisme universitaire » (*Paris-Presse*, 21 avril 1957). Le drame atteint son apogée lors de la « fin d'un congrès lourd de conséquences » (*Le Figaro*, 27-29 avril 1957) : « L'UNEF explose à l'aube » (*Paris-Presse*, 28-29 avril 1957). La scission est donc consommée : dix-sept associations générales d'étudiants (les branches locales de l'UNEF) quittent l'organisation pour créer le Mouvement des Étudiants Français sur une base d'apolitisme.

Le décor d'une rhétorique qui va distinguer le « nous », partisans de l'UNEF politisée, et le « eux », fidèles à un mode d'action apolitique, est donc planté. Mais si la rivalité entre les deux camps est visible sur le plan organisationnel, elle reste plus modérée au niveau discursif. Se souciant de l'unité du mouvement étudiant, les porte-parole de l'UNEF se confrontent à un besoin urgent d'expliquer l'engagement politique de l'organisation sans recourir à une attaque directe contre leurs adversaires. C'est dans ce contexte que le thème du renouvellement de l'UNEF sera développé pour se muer en re-travail des représentations préalables du monde étudiant. L'engagement politique de l'organisation y sera présenté comme le résultat d'un processus historique. Dans cette perspective, les partisans de l'approche politique ne font que réaliser le passage de l'UNEF vers l'ère du syndicalisme, qui « donne accès aux problèmes politiques » alors que les modes d'action précédents avaient empêché « une prise de conscience politique sérieuse dans le monde étudiant » (*Témoignage Chrétien*, 15 mars 1957).

Il n'est pas étonnant de constater que les adversaires « majos » adoptent une stratégie parallèle pour déplorer le tournant politique de l'UNEF. Le président de la Fédération des Étudiants de Paris, Eric Lem, publie une lettre ouverte destinée au président de l'UNEF dans laquelle, en qualité d'ancien vice-président de l'UNEF, il déplore la fin de la période où « tout le monde était uni » :

L'UNEF jouant son rôle de syndicat étudiant, personne ne songeait à discuter les mots d'ordre de son bureau national ; conscients que leurs efforts étaient fonction de leur unité, tous les étudiants de France manifestaient pour défendre des revendications strictement universitaires. Aujourd'hui, une grande partie de ceux qui manifestaient il y a quinze jours, sont troublés, indignés par la prise de position que tu viens de faire prendre à l'Union Nationale, à propos de l'Algérie (*Combat*, 10.4.1957).

Un exemple impressionnant de stratégie de polarisation apparaît dans le discours des « minos » peu avant la rentrée de 1957-1958. Deux responsables étudiants, l'un président de l'UNEF, l'autre conseiller juridique de l'organisation, rédigent ensemble un essai remarquable qui devient rapidement « la bible du syndicalisme étudiant en France » (Monchablon 2006 : 63). Tiré à plus de 5,000 exemplaires³, le livre *Syndicalisme étudiant* offre une synthèse historique du mouvement étudiant français⁴, dont les principaux thèmes vont dépasser de loin les limites du cadre étroit du discours étudiant pour devenir un point de référence dans les écrits universitaires sur l'histoire des étudiants en France (Morder 2006 : 10). Le format choisi pour cette rédaction, un essai aux éditions du Seuil, permet désormais d'approfondir le regard historique sur le mouvement étudiant en le faisant servir aux besoins argumentatifs nés de la crise politique⁵. Sensibles à la réticence que manifeste une partie importante de l'opinion publique des étudiants à l'égard de l'engagement politique, les auteurs examinent systématiquement les traits caractéristiques de l'étudiant et de son milieu à travers l'histoire, puis les retiennent ou les rejettent au gré de l'image qu'il importe de mettre en place.

« L'étudiant d'aujourd'hui » est constamment comparé à celui d'hier, à commencer par l'étudiant bourgeois de la Belle Epoque, à laquelle on attache l'étiquette de « folklorique ». C'est l'époque où les premières Associations générales des étudiants ont été créées, avec les encouragements des professeurs et du gouvernement. Regroupés dans une forme d'organisation destinée à développer la culture des clubs, les étudiants sont décrits ainsi :

Issus des classes dirigeantes, [ils] viennent à l'Université pour y passer les plus joyeuses années de leur vie et accessoirement préparer des examens que rien ne les presse d'obtenir, car le père assure une pension confortable et apprend avec indulgence les fredaines du fils choyé dont on sait bien qu'il s'assagira vite et pour qui l'on prépare situation confortable et jeune femme bien élevée qui feront de lui un homme respectable. A l'abri, pour la plupart, des soucis matériels et des préoccupations professionnelles futures, les étudiants se livrent à des manifestations extérieures et à des chahuts destinées à effrayer le « bourgeois », à terroriser les jeunes bizuths ou à épater la population. Ces activités sont encadrées et orchestrées par les associations qui se conçoivent comme des cercles plus ou moins fermés où l'esprit de caste n'est pas absent. Une fois entré, un vocabulaire approprié, la science du chansonnier, l'apprentissage des traditions et différents exploits font de l'étudiant cet être hybride, en marge de la société, profondément méprisant à l'égard de tout ce qui n'est pas étudiant (Borella et De la Fournière 1957 : 37).

La description de l'étudiant folklorique n'est pas sans présenter une dimension caricaturale. Elle repose sur une série de représentations sociales qui circulent au XIXe siècle et que diffusent la littérature ou les guides touristiques de Paris. Mais il faut voir que cette description caricaturale de la gaieté étudiante ne se fait pas seulement l'écho des certaines idées reçues. Elle reprend aussi un ton de dérision courant durant la période « folklorique », où les étudiants sont la cible d'une critique, portée en l'occurrence par le discours socialiste, qui vise le caractère bourgeois de leur milieu. La similarité de ce passage écrit en 1957 avec les textes de la fin du XIXe siècle cités par Moulinier (2002) est frappante :

[L'étudiant] sait que tout est arrangé pour lui dans la société... Pourquoi essaierait-il de développer en lui l'esprit d'initiative, le jugement personnel ? La faculté pense pour lui (Renault et Le Rouge, *Le Quartier Latin*, 1898, pp. 2-22, cité par Moulinier 2002 : 27-28).

Egalement présente dans le texte de Borella et De la Fournière figure la défense de la gaieté étudiante contre la critique issue du monde adulte ou des cercles politiques étudiants. De même que les étudiants de l'âge folklorique n'ont pas renoncé à « la noce et la blague » et ont réclamé leur droit au plaisir (*ibid.* : 28-29), de même le *Syndicalisme étudiant* reste sensible à la puissance de cette tradition folklorique au sein de sa propre génération étudiante :

Il se trouvera sans doute des esprits chagrins pour regretter le bon vieux temps où l'on s'occupait moins de syndicalisme et plus de folklore. Laissons-les à leurs tendres évocations ! L'étudiant d'aujourd'hui a gardé toute sa bonne humeur, son sens du canular et son amour de la vie ; mais il sait aussi que d'autres problèmes doivent retenir avant tout son attention (Borella et De la Fournière : 65).

Une deuxième époque, qui correspond à la période de l'entre-deux guerres, est qualifiée d'âge corporatiste. « Appauvri, ayant pour camarade un ancien soldat de Verdun, pleurant un père ou un cousin, hanté - fait nouveau - par l'avenir, l'étudiant de 1920 n'est plus celui de 1900 » (*ibid.* : 39). C'est une période qui voit la création de l'entraide sociale en faveur d'un nouveau type d'étudiant : l'étudiant pauvre.

Nés souvent de façon spontanée, sous la pression de cette solidarité instinctive qui amène l'étudiant à soulager les misères de ses camarades, de nombreux services coopératifs vont s'étendre puis s'organiser à l'échelon national. [...] On commence à y travailler, à se sentir responsable de la masse étudiante (*ibid.*).

Mais si ces activités marquent le début d'une solidarité étudiante et l'émergence d'une conscience nationale, elles entraînent néanmoins, selon les auteurs, quelques désavantages. Ainsi, l'entraide sociale en faveur de l'étudiant pauvre impose l'image d'un étudiant nécessiteux : « pour l'individu moyen non averti, les "œuvres en faveur des étudiants" pourraient faire partie de ces bonnes œuvres au service des déshérités, et l'étudiant pauvre doit être aidé par la charité publique au même titre que l'aveugle ou l'incurable » (*ibid.* : 40). C'est donc une image qui est très loin de celle qu'entend promouvoir la Charte de Grenoble, celle d'un être responsable, autonome et producteur. D'autres traits qu'il importe de rejeter concernent la nature même du corporatisme étudiant de l'époque.

On se refuse ou on ne songe pas à poser le problème d'ensemble, c'est-à-dire celui de la situation de l'étudiant dans le pays et de son statut. A des difficultés partielles, on trouve des solutions partielles : restaurants bon marché, cités, bourses d'études ; pour cela on fait appel à l'État ou à l'initiative privée pour qu'ils aident l'étudiant qui devient ainsi un assisté ; mais on n'a résolu ni même posé la véritable question, celle de la vie du jeune intellectuel. [...] Il y a plus grave. Le corporatisme, s'il refuse d'analyser les causes profondes des difficultés sociales étudiantes, manifeste en même temps sa volonté de ne pas s'occuper que des seuls étudiants actuellement sur les bancs de l'Université. L'UNEF n'imagine pas qu'elle ait son mot à dire sur les rapports du monde étudiant avec le reste de la nation, ni sur le devenir de l'Université. [...] De plus les méthodes revendicatives restent dans l'enfance : on exprime des vœux, on demande poliment, mais on hésite à se servir de la masse pour forcer le succès (*ibid.* : 43).

Dépendant de son père à l'âge folklorique, l'étudiant de l'âge corporatiste est dépendant de la charité de l'État ou des fonds privés. L'étudiant assisté de ce stade antérieur est le symbole d'une période durant laquelle, malgré la prise de conscience de l'UNEF, les étudiants sont toujours loin de l'autonomie, et privés d'une place véritable au sein de la société. L'apolitisme associé à leur organisation est le signe d'un manque de maturité, celui d'un âge l'adolescent où l'étudiant ne parvient pas à assumer la maîtrise de son propre pouvoir, celui de la masse étudiante.

A ces deux « âges » dans l'évolution du mouvement étudiant français, les auteurs ne manquent pas d'ajouter deux moments supplémentaires. Il s'agit d'abord de l'activisme étudiant avant la création des premières Associations Générales des Etudiants (A.G.E.) qui ont donné à cet activisme son identité étudiante. C'est une période allant du Moyen Age jusqu'aux premières années de la Troisième République, donc, une véritable histoire qu'il ne faut pas laisser échapper, et dont l'héritage est trop riche pour être ignoré :

Qu'y-a-t-il de commun entre nos modernes facultés, où des jeunes préparent hâtivement une carrière, et cette Université [de l'ancien régime]... ? Bien peu de choses, sinon cette curiosité intellectuelle, cet anti-conformisme et cette bohème anarchisante qui sont l'apanage de tout intellectuel, du moins sous certaines latitudes ! Il y a également bien peu de rapports entre nos modernes associations et les nombreux groupements estudiantins qui fleurissent au XIXe siècle, après que la France ait fait son premier apprentissage de la démocratie. Certes, nombre d'étudiants d'aujourd'hui reconnaissent leurs frères en ceux qui entourent Théophile Gautier à la Bataille d'Hernani, applaudissent Lamennais, ou se font tuer sur les barricades en 1830 et 1848. Mais rien à cette époque n'atteste une action originale des étudiants en tant que groupe. Leur désir d'action, leur attachement à la liberté, les amènent à s'enthousiasmer pour les luttes politiques ou religieuses mais ils y participent comme de jeunes citoyens, au même titre que l'ouvrier du

faubourg Saint-Antoine ou le libraire des quais de la Seine. Leur action n'a rien de celle d'un « corps », qui va peu à peu se dessiner mais sous d'autres aspects (*ibid.* : 34-35).

Si cette tradition apporte à la mémoire étudiante un héritage précieux - celui des modes de vie, des styles, des comportements - elle souffre néanmoins d'un désavantage sensible : l'absence d'une collectivité ou d'une identité étudiante, sans laquelle on ne peut pas vraiment parler d'un mouvement étudiant. Autrement dit, sans organisation sous forme d'association, il n'y a pas de mouvement étudiant mais plutôt un type primitif de « regroupement estudiantin » si bien que, « malgré des antécédents si vénérables, on ne saurait faire remonter le mouvement étudiant plus haut que la fin du XIXe siècle » (*ibid.*).

Une deuxième période fort problématique est la Seconde Guerre mondiale. Le compte rendu de cette période commence par une affirmation très claire : « L'UNEF n'a jamais collaboré ». Mais elle n'a pas résisté non plus : « Ce qui n'était pas que frein dans l'action (de l'âge corporatiste) va devenir erreur tragique avec la Seconde Guerre mondiale. Confrontés à la réalité des déportations et de l'occupation allemande, les principes corporatistes et apolitiques de l'UNEF sont ridicules sinon gravement coupables, et cette période faillit coûter la vie au mouvement étudiant, du moins sous la forme qu'il avait prise jusqu'alors » (*ibid.* : 44). Si cette période reste en dehors de l'histoire du mouvement étudiant c'est, une fois de plus, à cause de l'absence d'une spécificité étudiante : l'UNEF, fragile à cause de son apolitisme de l'entre-deux guerres, laisse le terrain libre à un autre regroupement de jeunesse (Forces Unies de la Jeunesse Patriotique, par exemple).

On ne l'accuse pas d'avoir collaboré : on l'accuse d'être restée - comme tant d'autres - passive, de n'avoir pas su s'intégrer au magnifique mouvement de résistance qui souleva les étudiants dès 1940, ou en prendre la tête. Quelques-uns pourtant ont sauvé l'honneur ; parmi eux un dirigeant de l'UNEF de Lescure, organisateur de la célèbre marche à l'Étoile des étudiants de Paris du 11 novembre 1940 (*ibid.* : 47).

A cela ils ajoutent une remarque en bas de page : « Nous ne voulons pas ici faire l'histoire de la Résistance étudiante. Cette histoire reste à faire. Nous citons seulement les faits principaux qui ont pesé sur l'histoire de l'UNEF après la Libération ». La manœuvre rhétorique est évidente : admettant l'échec de l'UNEF pour déplorer l'approche apolitique du corporatisme unéfien, on insiste plutôt sur l'engagement d'une poignée d'étudiants, « sauveurs de l'honneur », pour arriver directement à la création de la Charte de Grenoble, et donc présenter le syndicalisme étudiant, et l'approche politique des « minos » en leur centre, comme un prolongement de la résistance étudiante. La leçon tirée de la Seconde Guerre mondiale est que le mouvement étudiant ne peut pas rester dans le corporatisme apolitique et que les quelques étudiants qui ont participé à la Résistance doivent servir de modèle.

C'est alors qu'arrive la Charte de Grenoble qui ouvre « la voie à un syndicalisme étudiant qui lutte pour la défense de l'école, la réforme de l'Université, une politique nouvelle orientée vers la jeunesse, la reconnaissance de l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel » (*ibid.* : 66). Les créateurs de la charte sont rebaptisés « les hommes de Grenoble » (56), groupe de pionniers qui marquent « la victoire de l'esprit de la Résistance » (55), dont le travail doit être continué, afin de « remuer quarante ans de traditions et d'habitudes » (55). Cet appel à la mémoire collective débouche sur un impératif moral, « conserver un dépôt, celui de la Libération et de l'espoir de Grenoble » (61). Ceci est fortement accentué dès le début du livre, avec une dédicace « aux étudiants français morts dans la Résistance, qui montrèrent aux jeunes générations où sont la vérité et le devoir, pour le temps de paix comme pour le temps de guerre », et une préface de Paul Bouchet, représentant la génération de la Libération et l'un des rédacteurs de la Charte de Grenoble.

La dimension historique que ce livre fournit à l'*ethos* collectif des étudiants est donc considérable. Si cet *ethos* collectif, image d'un groupe construite au gré d'un réel besoin argumentatif, consiste à se concevoir comme les successeurs des héros de la Résistance, c'est en fait pour justifier la prise de position politique de l'UNEF par rapport à la guerre d'Algérie, afin que la génération actuelle ne soit pas jugée ou condamnée par l'histoire comme collaboratrice. Dans ce sens, l'*ethos* collectif construit et proposé par les « minos » correspond à un véritable souci, qui se dégage clairement du livre : il ne faut pas laisser l'UNEF faillir une deuxième fois. Le découpage historique proposé par les auteurs se propose, avant tout, d'associer le courant apolitique de l'UNEF, celui des militants « majos », à une période que l'on peut qualifier de « préhistoire ». Ainsi, il ne s'agit pas d'un simple résumé d'une série de représentations sociales et de stéréotypes associés aux étudiants de l'avant-1946. Il y va plutôt d'une manipulation de ces

représentations qui vise à voir dans l'âge contemporain du syndicalisme étudiant, annoncé par la Charte de Grenoble, une maturation historique.

3.3. Mobiliser à l'action à l'aide de la rhétorique de polarisation

L'efficacité du *Syndicalisme Etudiant* comme instrument explicatif n'échappe pas aux militants étudiants. *L'Étudiant de France* annonce sa parution dans le premier numéro paru depuis sa suspension en 1953, considérant qu'un « tel livre était nécessaire depuis longtemps. [...] Trop de choses ont été dites à tort ou à raison sur l'UNEF Il importait qu'une mise au point précise soit publiée : voilà qui est fait » (*L'Étudiant de France*, no. 1, octobre 1957). *Le Semeur* le baptise « Bréviaire du syndicalisme étudiant », en soulignant le « rôle qu'il jouera auprès des étudiants qui vont prendre à la tête de l'UNEF la relève de l'équipe », mais aussi chez « nous, simples étudiants, c'est-à-dire éléments de base du syndicalisme étudiant » :

Mais ce n'est pas simplement une chronique, intéressante par les leçons qu'elle nous aide à tirer des expériences passées, elle nous permet surtout de comprendre ce que signifie le retour actuel de l'UNEF à sa vocation syndicale, sa fidélité à la Charte de Grenoble (*Le Semeur*, n° spécial, décembre 1957, 11).

Mais si la rhétorique de polarisation est utilisée à des fins plus concrètes, telle que la mobilisation de la masse étudiante en vue d'une action protestataire, c'est sans doute à l'occasion de la manifestation organisée par l'UNEF le 27 octobre 1960. Au congrès décisif d'avril 1960, l'UNEF déclare que « le moment est venu de prendre position » (*Tribune-Socialiste*, 23 avril 1960, voir notamment un cliché d'une scène folklorique de la vie étudiante avec comme sous-titre « être étudiant, ça n'est pas seulement chahuter... »). Le nouveau bureau reprend les relations avec l'UGEMA (Union Générale des Étudiants Musulmans d'Algérie) et se fait immédiatement attaquer par la presse générale, qui fait intervenir plusieurs responsables étudiants ou ceux dits « de base » en délégitimant la prise de position politique de l'UNEF (« L'Union Nationale des Étudiants et la politique algérienne - deux réponses », *Le Figaro*, 18-19 juin 1960 ; « Pierre Gaudez et le bureau de l'UNEF jugés par la "base" », *Paris-Presse*, 19-20 juin 1960 ; « L'avenir du syndicalisme étudiant dépend du réveil des abstentionnistes », *Combat*, 22 juin 1960). C'est sur cette base que le ministre de l'éducation nationale sanctionne l'UNEF en supprimant la subvention accordée à l'organisation, une décision à laquelle l'UNEF répond par un rapport financier, affirmant qu'il « est bien éloigné le temps où l'UNEF faisait dans son budget une part aux activités dites de "folklore"... Ainsi, l'UNEF entre de plus en plus pleinement dans le rôle qui lui revient de par sa nature : apporter le point de vue de l'ensemble des étudiants dans les organismes où se débattent leurs problèmes » (UNEF, *Notes sur les activités de l'UNEF*, juin 1960, préface, BN 4°WZ 6924). D'un autre côté, l'UNEF est menacée par le nombre croissant des étudiants qui penchent vers des méthodes de protestation illégales, l'insoumission ou le soutien au FLN en qualité de « porteurs de valises » (Hamon et Rotman 1979 [1982] : 220-228 et 316-320 ; Winock 1987 : 23-24).

C'est pour regagner la confiance de cette « nouvelle mino » et pour réaliser le mandat de poursuivre l'engagement politique que lui a confié l'assemblée générale extraordinaire de l'organisation à Paris en juin 1960 (Monchablon 1983 : 112), que l'UNEF lance un « Appel aux hommes de la Paix », invitant les mouvements de jeunesse ainsi que des syndicaux ouvriers à la rejoindre dans une manifestation en faveur d'une paix négociée en Algérie. Le numéro de la rentrée d'octobre 1960 de *L'Étudiant de France* sera consacré à « la Grande Manif », exemplifiant ainsi une rhétorique qui cible une action protestataire précise.

L'éditorial du président de l'UNEF, Pierre Gaudez, établit tout d'abord les rapports entre le milieu étudiant et le mécontentement à l'égard de la politique française en Algérie :

La rentrée universitaire se déroule dans une atmosphère de troubles et de répression des libertés, et l'Université est la première cible de toutes les attaques faites au nom sacro-saint de la Communauté nationale ! Quelle place donne-t-on à l'Université dans ce pays ? On préfère envoyer les jeunes en Algérie s'initier aux techniques de la guerre révolutionnaire plutôt que de leur permettre d'accéder plus nombreux à l'enseignement. On préfère engloutir des milliards dans une guerre anachronique plutôt que de construire des amphithéâtres, des labos et des cités universitaires. On galvaude les valeurs traditionnelles de liberté et de justice chères à l'Université française pour y substituer celles d'Honneur et Patrie mises à toutes les sauces. « La guerre c'est le passé, l'Éducation c'est l'avenir ! » On ne prépare pas l'avenir à reculons. Il est

urgent de donner à l'Éducation Nationale les moyens d'accueillir et de former les dix millions de jeunes qui arrivent à l'École et de leur donner ainsi la notion des vraies valeurs de la Communauté Nationale (« Un avenir alarmant ! », *L'Étudiant de France*, n° 22, octobre 1960, p. 3).

Ce discours destiné à un auditoire qui, pour sa plus grande part, entre à la faculté pour la première fois, vise à donner au lecteur un sentiment d'appartenance plus global. Les problèmes actuels sont observés d'une perspective plus large dans laquelle le milieu étudiant apparaît comme un ensemble d'individus appartenant à trois groupes : la nation, l'Université et le milieu étudiant. Remplissant le rôle de dirigeant syndical, Gaudez donne le souci de l'avenir de l'enseignement supérieur, ou de l'avenir de ceux au nom desquels il parle, comme la raison principale du mécontentement. Cette position marque la spécificité étudiante de la protestation, l'UNEF défendant l'intérêt d'un public troublé par la guerre. Mais elle agit également en qualité de groupe appartenant à la communauté plus large de l'éducation et du monde universitaire. Les étudiants sont donc chargés d'une mission éthique, qui va au-delà de la défense de leur intérêts immédiats : porter et défendre les valeurs de la liberté et de la justice « si chères à l'université française ». A travers cette mission, les membres du groupe rempliraient leur rôle de citoyens : ils seraient les fidèles défenseurs des « vraies valeurs de la Communauté Nationale ».

L'éditorial de Gaudez présente alors un *ethos* collectif correspondant aux thèmes courants du discours étudiant précédent : celui d'un groupe doté par le syndicalisme d'une mission civile et d'un rôle dans la cité. Mais si cet appel à l'opinion publique des étudiants lancé ici par le président du mouvement recourt à une polarisation plutôt modérée, à savoir « nous » - les étudiants unis - face à « eux » - les pouvoirs politiques - l'article principal du numéro fait, quant à lui, un usage moins timoré de la rhétorique de polarisation. Reprenant le découpage chronologique d'ores et déjà connu, cet article y ajoute un aspect supplémentaire pour insister sur la spécificité de la génération étudiante de cette année 1960 en annonçant que « l'UNEF passe à l'action » (*ibid.* : 5-6).

Sous le titre « UNEF. 50 ans d'histoire ; 13 ans de lutte », une occasion s'offre aux rédacteurs de présenter aux lecteurs du journal une vue d'ensemble de l'histoire du mouvement étudiant. On conseille aux lecteurs de lire l'ouvrage déjà célèbre de Borella et De la Fournière, dont les idées sont systématiquement reprises et résumées dans l'article. Quatre ans après la parution de l'ouvrage, les étudiants nouveaux ont eux-mêmes l'occasion de participer au mouvement à un moment unique que le journal qualifie de nouveau chapitre de son histoire. C'est le moment pour la masse étudiante de se lancer sur le terrain préalablement préparé par la direction « mino » de l'UNEF. Depuis six ans, le bureau national de l'UNEF ne cesse de s'exprimer, mais « [ses] déclarations hardies sur le colonialisme ne sont pas l'expression d'une véritable prise de conscience de l'opinion étudiante qui ne suit encore que d'assez loin les actions de ses dirigeants ». Maintenant que le terrain est prêt pour une véritable action de masse, « des brochures et des motions, UNEF passe à l'action » (*ibid.*).

Se crée alors une histoire propre de l'âge syndical de l'organisation étudiante, qui oscille depuis l'an 1946 entre les successeurs des Hommes de Grenoble et leur opposants, attachés à cette « hantise de la politique chère aux dirigeants de l'UNEF d'avant 1939 » (*ibid.*). L'opposition « mino » / « majo » sur la base d'une polarisation entre l'ancien et le nouveau est alors pleinement réalisée, et en ce moment de passage vers l'action, l'article évoque l'expérience du mouvement durant l'occupation allemande, cette fois-ci explicitement qualifiée d'échec :

« L'apolitisme est presque toujours une équivoque, souvent une hypocrisie et une lâcheté, parfois une trahison. » Cette phrase de Paul Bouchet (Président de l'Association Générale des Étudiants de Lyon, de 1945-1947) n'a rien perdu de son actualité et le mouvement étudiant se souvient trop de ses erreurs passées, de son refus de choisir, en 1940, pour accepter de s'enfermer dans un corporatisme stérile au moment où l'avenir du pays se joue, et avenir qu'il doit que tout autre contribuer à bâtir (*ibid.*).

Conclusion

Confrontés à une opinion publique divisée par rapport à l'engagement politique de l'organisation étudiante, sanctionnés par les pouvoirs politiques sur la base de cet engagement et constamment accusés par leurs opposants « majos » d'avoir endommagé l'unité du mouvement, les responsables « minos » ont cherché à justifier la prise de position de l'UNEF sur la question algérienne en construisant l'image nouvelle d'une génération étudiante profondément touchée par les événements politiques.

Cette image du groupe, *ethos* collectif construit au gré de soucis argumentatifs bien concrets, s'est élaborée à travers une rhétorique de polarisation entre l'ancien et le nouveau. Afin que la génération actuelle soit perçue comme majeure, responsable, remplissant ses rôles civils, il fallait reconstruire les images des générations précédentes dont elle se sépare. Folkloriques ou corporatistes, les étudiants du passé ont été présentés dans le discours étudiant comme une forme primitive du monde étudiant : vivant en dehors de la société et se livrant uniquement à des plaisanteries pendant la Belle Époque, ou nécessiteux et dépendants durant la période de l'entre-deux-guerres.

Il se trouve que le re-travail de l'*ethos* préalable visant à manifester une distinction entre l'étudiant contemporain et celui d'hier a pris un tournant plus spécifique dans le discours destiné à faire adhérer la masse étudiante à la politisation de l'organisation. Les porte-parole du syndicalisme étudiant se sont fondés sur l'opposition ancien / nouveau dans leur rhétorique de polarisation entre les partisans du militantisme politique et les adhérents de l'approche apolitique au sein du mouvement étudiant. Sans se référer directement à leurs adversaires « majos », les « minos » se sont écartés du folklorisme et du corporatisme, termes lourdement connotés, en construisant une image collective péjorative susceptible de renvoyer plus ou moins indirectement au camp adverse. Au moment de l'appel à l'action protestataire, cette polarisation est devenue plus directe, et les « majos » ont été associés explicitement à l'image péjorative de l'ancienne génération étudiante.

Se démarquer d'une image préalable devenait ainsi le moyen de se distinguer d'un adversaire idéologique. Cette stratégie s'avérait compatible avec les objectifs de l'organisation : visant à projeter l'image d'un groupe uni, les « minos » ont construit un *ethos* collectif avec lequel l'étudiant de base, le « simple étudiant », peut facilement s'identifier. S'approprié un tel *ethos* collectif signifiait admettre les valeurs du progrès plutôt que rejeter le modèle d'un autre groupe.

Bibliographie

Amossy, Ruth (éd.). 1999. *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos* (Lausanne : Delachaux et Niestlé)

Amossy, Ruth. 1999. « L'ethos au carrefour des disciplines : rhétorique, pragmatique, sociologie des champs », Amossy, Ruth (éd.), *Images de soi dans le discours*, pp. 127-154

Amossy, Ruth. 2002. « Ethos », Charaudeau, Patrick et Maingueneau, Dominique. *Dictionnaire d'analyse du discours* (Paris : Seuil)

Amossy, Ruth. 2006. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Colin)

Borella, François et De la Fournière, Michel. 1957. *Syndicalisme étudiant* (Paris : Seuil)

Chapuis, Robert. 1976. *Les Chrétiens et le Socialisme* (Paris : Calmann-Levy)

Charaudeau, Patrick 2005. *Le Discours politique. Les Masques du Pouvoir* (Paris : Vuibert)

Fields, Belden A. 1970. *Student Politics in France* (New York and London : Basic Books)

Fischer, Didier. 2000. *Histoire des étudiants en France* (Paris : Flammarion).

Gaudez, Pierre. 1961. *Les étudiants* (Paris : Seuil)

Hamon, Hervé et Rotman, Patrick. 1982 [1979]. *Les Porteurs des Valises. La Résistance française à la Guerre d'Algérie* (Paris : Seuil)

Julliard, Jacques. 2006. « LaCharte d'Amiens, cent ans après. Texte, contexte, interprétations », *Mil Neuf Cent* no. 24, pp. 5-40

- King, Andrew A., and Anderson, Floyd D. 1971. « Nixon, Agnew, and the "Silent Majority": A Case Study in the Rhetoric of Polarization », *Western Speech* 35, pp. 243-255.
- Legois, Jean-Philippe. 2002. « Mémoires étudiantes, mémoire(s) courte(s) ? », *Informations Sociales*, no. 99, pp. 14-21
- Mangueneau, Dominique. 1999. « Ethos, scénographie, incorporation », Amossy, Ruth (éd.). *Images de soi dans le discours*, pp. 75-100
- Mangueneau, Dominique. 2000. « Problèmes d'éthos », *Pratiques* no. 113/114, pp. 55-67
- Maupeou-Abboud, Nicole de. 1974. *Ouverture du ghetto étudiant. La gauche étudiante à la recherche d'un nouveau mode d'intervention politique, 1960-1970* (Paris : Anthropos)
- Monchablon, Alain. 1983. *Histoire de l'UNEF* (Paris : PUF)
- Monchablon, Alain. 1991. « Syndicalisme étudiant et génération algérienne », Rieux, Jean-Pierre et Sirinelli, Jean-François (éds). *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*. (Bruxelles : Complexe)
- Monchablon, Alain. 2006. « 1946 : Le Congrès de la Charte de Grenoble », Morder, Robi (éd.). *Naissance d'un syndicalisme étudiant*. (Paris : Syllepse)
- Morder, Robi (éd.). 2006. *Naissance d'un syndicalisme étudiant* (Paris : Syllepse)
- Morder, Robi. 2002. « La construction sociale de l'étudiant », *Informations Sociales*, 99, pp. 22-29
- Morder, Robi. 2006. « 1946. Naissance ou refondation ? », Morder, Robi (éd.). *Naissance d'un syndicalisme étudiant*
- Moulinier, Pierre. 2002. *La Naissance de l'Étudiant moderne (XIX^e Siècle)* (Paris : Belin)
- Pinner, Franck A. 1964. « Student trade-unionism in France, Belgium and Holland: Anticipatory socialization and role-seeking », *Sociology of Education*, vol. XXXVII. 3., pp. 177-199
- Pinner, Franck A. 1968. « Tradition and transgression. Western-European students in the post-war world », *Daedalus*, vol. XCVII. 1, pp. 137-155
- Pitchford, Susan R. 1994. "Image-making movements: Welsh nationalism and Stereotype transformation", *Sociological Perspectives*, Vol. 44, N. 1, pp. 45-65
- Sabot, Jean-Yves. 1995. *Le syndicalisme étudiant et la guerre d'Algérie* (Paris : L'Harmattan)
- Stewart, Charles J. 1999. « Championing the rights of others and challenging evil: The ego function in the rhetoric of other-directed social movements », *The Southern Communication Journal*, LXIV. 2, pp. 91-105
- Stewart, Charles J., Smith, Craig Allen and Denton, Jr. Robert E. 2002. *Persuasion and Social Movement* (Long Grove, Illinois: Waveland)
- Winock, Michel. 1987. *Chronique des Années Soixante* (Paris : Seuil)
- Winock, Michel. 1989. « Les générations intellectuelles », *Vingtième Siècle*. Vol. XXII. 22

Notes

[1](#) C'est sur la base de cette opposition que l'UNEF subit une première scission en 1957 (résolue en 1958) et une deuxième en 1961, plus grave en raison du soutien gouvernemental à la création de la FNEF (Fédération Nationale des Étudiants de France) qui met en cause l'exclusivité de l'UNEF comme organisation représentative des étudiants.

[2](#) La sociologie des mouvements sociaux qualifiera ainsi d'*image-making movement* toute action collective destinée à modifier les stéréotypes associés à un groupe donné (Pitchford 1994).

[3](#) Editions du Seuil, Comptes d'auteur pour l'année 1957. CME Fonds François Borella.

[4](#) Certains éléments de cet historique avaient été publiés par François Borella dans les *Cahiers Reconstruction* N° 37, octobre 1956, sous le titre « Le syndicalisme étudiant : historique et signification ».

[5](#) « C'était pour prouver aux autres organisations syndicales, ouvrières et politiques, que les étudiants n'étaient pas tous des nantis, des bourgeois, des profiteurs... », affirme François Borella dans un entretien avec Jean-Philippe Legois et Eithan Orkibi à Nancy le 24 avril 2008.

Pour citer cet article

Référence électronique

Eithan Orkibi, « Ethos collectif et Rhétorique de polarisation : le discours des étudiants en France pendant la guerre d'Algérie », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 1 | 2008, mis en ligne le 21 septembre 2008, Consulté le 15 mai 2013. URL : <http://aad.revues.org/438>

Auteur

[Eithan Orkibi](#)

Université de Tel-Aviv, ADARR

Articles du même auteur

- [L'insulte comme argument et outil de cadrage dans le mouvement « anti-Sarko »](#) [Texte intégral]
Paru dans *Argumentation et Analyse du Discours*, [8 | 2012](#)
- [Kochin, Michael S. 2009. *Five Chapters on Rhetoric: Character, Action, Things, Nothing and Art* \(University Park: Pennsylvania State University Press\)](#) [Texte intégral]
Paru dans *Argumentation et Analyse du Discours*, [4 | 2010](#)

Droits d'auteur

Tous droits réservés